

Intervention de Jean Paul Boré **Conférence régionale PCF 14 novembre 2009**

Je veux renouveler ici ma position depuis le 6 juillet dernier, lors de l'assemblée générale de Nîmes. Ceci afin de tordre définitivement le cou aux procès d'intention qui prennent leur source dans les différentes interprétations journalistiques qui circulent en faisant fi de la réalité.

1. **Le front de gauche a permis une certaine dynamique** aux européennes mais nous aurions tort d'imaginer une traduction mécanique aux régionales, d'autant que nous sommes encore loin du compte. Plus encore, la dernière période témoigne des divisions à l'intérieur même du front de gauche tant sur le plan stratégique que sur le contenu politique.

Nous ne parvenons pas à l'élargir parce qu'en son sein la théorie des deux gauches s'affronte avec celle du rassemblement de toute la gauche.

Nous ne parvenons pas à l'élargir parce que nous persistons à privilégier le débat sur les alliances avant de parler du contenu politique. Ce ne sont pas les quelques débats ateliers avec très peu de participants et organisés à la hâte qui contredisent cela.

C'est le cas dans notre région où nous sommes bien incapables de donner à voir nos ambitions pour la prochaine mandature. Certes, on apprend que quelques camarades sont au travail, mais personne n'y est associé.

Cela pour une raison simple. C'est le refus obstiné de ne pas partir de l'action de la majorité sortante et notamment de l'action des élus communistes. Pourtant, la moindre des choses serait de rendre des comptes au regard de nos engagements de 2003. Je dis 2003 et non 2004 car en juin 2003 nous avons adopté les grandes lignes du projet des communistes pour ensuite valider le projet lui-même diffusé à 100 000 exemplaires. Nous apportons la preuve que dans une bataille unitaire, l'expression communiste pouvait vivre.

Alors qu'en est-il ?

Alors que le bilan de la mandature va au delà de nos prétentions dans certains domaines, nous refusons de le mettre en perspective avec nos ambitions nationales. Du coup, nous alignons des propositions nationales sans les rattacher à des possibilités concrètes d'une part et nous laissons le bilan à d'autres.

Je le redis pour la centième fois. Un bilan ne suffit pas pour gagner une élection. Nous ne sommes plus en 2004. Les conditions ont changé. Mais ça, c'est valable tout le temps. C'est d'ailleurs la donnée principale du marxisme de considérer qu'on ne se baigne pas deux fois dans la même eau. Mais une fois cela rappelé pour rassurer les puristes, il n'en demeure pas moins que Lénine disait : « *Quand on a gagné la journée de huit heures, on engage l'action pour l'augmentation de salaire* » Or c'est ce que nous ne savons pas faire. La question n'est pas de se mettre à genoux devant un bilan et se faire réélire en son nom. La question est de savoir apporter une critique à un bilan, contradictoire par nature, puisqu'il est le résultat d'actions au sein d'un rapport de force, et examiner s'il existe des points d'appui pour avancer dans ce que nous appelons la visée communiste. Tout le reste est de la littérature.

On ne mobilise pas les gens sur des généralités. Selon une enquête d'opinion plus de 60% des électeurs feront leur choix en fonction des données locales. Alors il nous faut savoir articuler le national et le local. Mettre en résistance mieux encore la région face à un pouvoir rétrograde (pour faire court) ne passe pas par nier ce que nous avons fait avancer. Quand je lis ou j'entends que la région fait une politique de droite, que nous assistons à un recentrage, ou que Hitler faisait aussi de bonnes choses pour les ouvriers, je me demande dans quel monde nous vivons.

Il faut se ressaisir, sortir des appareils et entendre l'opinion. Le premier acte de résistance est d'empêcher la droite de faire main basse sur les avancées contre lesquelles ses élus avec le FN ont voté.

2. Je veux prendre seulement 3 exemples pour montrer comment nous pouvons articuler bilan et perspectives.

Vous le savez, l'engagement de la région sur les lycées neufs et la réhabilitation a été de 1,4 milliards d'euros pendant 5 ans. Cela ne se fera pas deux fois. Que proposons-nous concrètement ? Quelles priorités tournées vers le pouvoir d'achat, le logement, les services publics, sachant que les compétences de la région ne sont pas celle de l'Etat ni de l'Europe. .

1. Nous avons mis en place l'EPF. (Je rappelle que cette proposition est née dans l'action du comité régional) Nous sommes une des rares régions à l'avoir mis en place autour de trois priorités : logement social, activités économique et agriculture et lutte contre les inondations.

Nous avons commencé à contribuer à la construction de logements sociaux. 9 000 pour l'heure et pour les étudiants. Or, il en faut 100 000 pour résorber les retards ajoutés à l'évolution démographique. Avons-nous ou pas apporté la preuve que notre proposition nationale peut vivre ? Quelle exigence pour demain ; 10 000 par an, 5 000 ? Comment et où dans la région ? Quel lien avec les bailleurs sociaux, les villes au sujet de droit de préemption ? Quel lien avec le mouvement syndical qui dans sa plateforme unitaire met la question du logement au centre des préoccupations ? Georges Séguy a raison de le rappeler : « *Bien que le syndicalisme ne soit pas impliqué dans les élections politiques, son indépendance ne saurait le laisser indifférent quant à la signification de leurs résultats et je pense que les cinq propositions économiques, sociales et fiscales du 5 janvier 2009, approuvées par tous les partis politiques de gauche, restent d'une brûlante actualité.* »

2. Nous sommes la seule région de France avec Iles de France à avoir mis en place le ticket unique en matière de transport public. Malgré les tarifs réduits, le ticket demeure cher. Autour de 6 € Pouvons-nous sur la base de cette avancée proposer de le réduire par 3 ?

3. Nous avons mis en place la commission de contrôle des fonds publics et il ressort que les aides apportées ont permis le maintien ou la création de 10 000 emplois. On est bien sur loin du compte dans une région qui prend à retardement, mais de plein pot, les effets de la crise. On évoque les fonds régionaux et c'est une bonne proposition. Comment alimenter ces fonds ? Certains répondent ; en taxant les profits. D'accord mais ça, cela relève de décisions nationales et nous ne sommes pas arrivés. Or, on ne peut pas dire aux gens : « *vous savez, nous avons une bonne proposition, mais nous ne pouvons la mettre en œuvre parce que le grand méchant Etat ne veut pas* »

La région compte une immense majorité de TPE ou PME en proie à des problèmes de trésorerie immenses à cause du refus des banques. Cela les met dans de graves situations avec pour corolaire la pression sur les salaires et l'emploi. Nous le constatons dans les commissions d'appel d'offre. On assiste à un véritable dumping avec des prix proposés en dessous des estimations des services de la région. Que veut dire dans ces conditions concrètement un fonds régional pour l'emploi ? Quel tour de table avec les syndicats. Pourquoi ne pas proposer d'exiger le remboursement des aides perçues par les employeurs en cas de rupture de contrats de travail sur une période d'au moins deux par exemple ?

Au travers de ces 3 exemples que nous pourrions décliner avec tous les autres domaines, (je pense à l'idée de s'appuyer sur les avancées en matière de formation professionnelle pour tenter des expériences de mise en application locale de la SEF) je veux montrer les possibilités dont nous disposons.

Nous serons plus forts alors pour montrer en quoi l'association des régions de France doit être plus réactive face au pouvoir et notamment sur la réforme des collectivités locales et surtout entraîner les populations dans cette bataille.

3. Alors bien évidemment il y a la question de la présidence actuelle.

Tout a été dit et il ne me paraît pas utile de m'y étendre. Evitons les caches sexe et les faux semblant.

Réduire le débat à la personne de G Frêche, me paraît très dangereux et masque bien d'autres choses.

Ne perdons pas la mémoire et ne faisons pas comme si nous étions restés sans réaction et comme si l'on découvrait aujourd'hui le personnage, ses méthodes brutales, sa manière Stalinienne (il s'en revendique) d'utiliser les uns contre les autres.

Ses pratiques malsaines se sont traduites par des déclarations en apparence à l'emporte pièce mais pour l'essentiel calculées dès lors qu'il peut utiliser les dégâts qu'il commet.

Ne soyons pas dupes sur les effets recherchés. Sous d'apparentes dérives, il y a des intérêts de stratégies élaborées. Ne soyons pas naïfs sur la manière dont se préparent les échéances futures et la recherche par certains de nouvelles alliances **afin de nous exclure du jeu.** Il eut été plus facile de jouer les matamores perpétuels que de viser l'action pour les gens dans nos domaines de compétence et dans l'esprit de nos engagements.

C'est pourquoi, je n'adhère pas à l'idée du TSF au premier comme au deuxième tour de MGB et repris ici.

4. Je renouvelle ma proposition.

Bien que je persiste à penser qu'au soir du premier tour, on est dans les pires conditions pour négocier avec les partenaires potentiels, et ce, en relation avec les communistes jusqu'au mardi midi, **c'est celle adoptée par le Conseil national du Parti. Elargir le front de gauche au premier tour et annoncer notre intention de contribuer au rassemblement de toute la gauche au deuxième tour quelle que soit la liste arrivée en tête et créer les conditions de participer à la majorité régionale et à l'exécutif.**

C'est très risqué selon les dernières enquêtes d'opinion portées à notre connaissance tant au plan national qu'en LR. Ils n'ont rien à voir avec les 11% attribués par un sondage orienté. Relever un tel défi passe d'abord par créer les conditions de notre unité **C'est ce que nous avons évoqué avec ma secrétaire départementale dans un entretien.** Sur ces bases là, elle considérait comme étant la meilleure proposition pour rassembler toute la famille communiste d'une part, et mobiliser le maximum d'électeurs d'autre part, que j'anime la liste dans le Gard avec elle. C'est le moyen de conjuguer nos différences.

C'est utiliser, dans le bon sens du terme, les possibilités de rassurer un électorat qui refuse de prendre le risque de voir la droite reprendre les acquis et aggraver la situation et qui peuvent être tentés par le vote utile. C'est le moyen de mobiliser tous les communistes.

Personnellement, ayant travaillé avec loyauté cette proposition avec M Gayraud, je suis prêt à y donner suite en faisant tout pour mobiliser tous les communistes et au delà dans le souci de préserver l'unité du Parti.